

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS A. PÉRIER
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	35	75
Union Postale.	21	43	85

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

FIGURES QUI PASSENT

M. de Freycinet

En 1848, M. Charles de Freycinet avait vingt ans ; il se trouvait à l'Ecole polytechnique, dont il était un des plus brillants sujets. Ses camarades désiraient en sortir, afin de se mêler aux mouvements de la rue ; ils le déléguèrent auprès du général commandant l'Ecole qui leur opposait un refus obstiné. La parole de M. de Freycinet réussit à vaincre ses résistances ; elle lui suggéra un moyen ingénieux d'être complaisant sans avoir l'air d'être faible. Il y eut un simulacre de rébellion. Le général se plaça devant la porte ; un élève le bouscula respectueusement et passa : les autres suivirent. Ils offrirent leurs services au gouvernement provisoire. M. Ch. de Freycinet fut au nombre de ces aides de camp improvisés. Et tout de suite il montra les qualités qui devaient assurer sa fortune politique : la prudence, la discrétion, la finesse. C'était déjà un bon négociateur. Il tenait de son aïeul le baron Louis-Henri de Saules de Freycinet, amiral des flottes du Roi, un certain goût pour les aventures, et de son oncle Louis-Claude de Freycinet, géographe distingué et membre de l'Institut, l'instinct de l'ordre et l'esprit scientifique.

Quelques-uns le pénétrèrent, le dimanche, dans le café de l'Europe, sis au carrefour de l'Odéon ; et sa distinction, sa réserve, sa courtoisie souriante en imposaient aux buveurs de bocks qui péroraient en cet établissement. On peut dire que, dès le premier jour, sa personnalité s'affirma. La vie publique n'a presque rien ajouté à son caractère ; elle l'a mûri, mais non transformé. Il est demeuré, à travers un demi-siècle d'événements et d'orages, identique à lui-même. Tous les talents et quelques-uns des défauts qui étaient en germe dans l'écolier de 1848, nous les apercevons élargis en quelque sorte et solennisés dans le ministre de 1899. Cette intelligence est restée immuablement solide, après avoir été merveilleusement précieuse.

Il y a deux espèces d'hommes : ceux qui se lancent tête baissée contre l'obstacle et le brisent, ceux qui en font le tour, le minent lentement et le désagrègent. M. de Freycinet appartient à la seconde catégorie. Il n'est pas Napoléon ; mais il pourrait être Talleyrand. Si le surnom de « Souris blanche » que lui donna sir Charles Dilke est devenu populaire, c'est qu'il traduisait par une image pittoresque l'opinion générale. Comme la souris, M. de Freycinet trotte menu, se dissimule, agit sans paraître, ronge les mailles du filet parlementaire sans qu'aucun bruit suspect trahisse son travail ; comme la souris il a l'œil futé, la dent aiguë, et comme la souris il fait le danger et l'évite ; il cherche à se garer des griffes du chat. C'est le malheur des êtres trop fins, de redouter la force violente et, dans quelque mesure, de la subir. M. de Freycinet n'a pas reçu de la nature une enveloppe correspondant à sa trempe intellectuelle. Il est petit, souffreteux ; il a des nerfs délicats ; sa voix, dont le timbre est charmant, n'a point d'éclat ni d'ampleur ; elle est impuissante à dominer le tumulte des assemblées. Il supplée par la ruse à la vigueur qui lui manque, et, ne pouvant entraîner, il persuade. Mais si devant lui se dresse un de ces audacieux sans vergogne que l'on voit surgir dans les trop libres démocraties et dont les armes ordinaires sont la violence, le cynisme et l'intimidation, en vain s'attache-t-il à le fuir ; les coups brutaux dont on le menace ébranlent sa volonté, et lorsqu'il se résout, il est trop tard... l'adversaire a tout obtenu de sa passagère défaillance. Ces traits expliquent les fautes que M. de Freycinet a commises et les œuvres louables qu'il a réalisées. Ils ont déterminé, en bien et en mal, les divers accidents de sa carrière.

Aucune n'a été plus brillante et mieux remplie... D'abord, M. de Freycinet se consacra exclusivement au métier d'ingénieur. Il administra la Compagnie des Chemins de fer du Midi ; il publia des ouvrages spéciaux et abstraits, un *Traité de mécanique rationnelle*, un *Essai sur la métaphysique du haut calcul*, une *Etude sur l'analyse infinitésimale* ; il y rédigea des rapports sur l'Assainissement des industries et sur le Travail des femmes et des enfants. Un des services du ministère des travaux publics lui est attribué. Il occupa ce poste quand la guerre de 1870 est déclarée. Au lendemain du 4 Septembre, il offre son concours à Gambetta et lui demande de l'adoindre aux officiers du génie. Ils ne se connaissent pas, et d'emblée ils sympathisent. Freycinet fut séduit par l'entrain, la cordialité, l'énergie qui rayonnaient autour du tribun. De son côté, il l'impressionna favorablement.

Je n'ai rien pour vous à Paris, lui dit Gambetta. Mais nous avons besoin de bons préfets. Je vous envoie dans votre département de Tarn-et-Garonne. Cet entretien de cinq minutes fut le point de départ d'une longue collaboration. M. de Freycinet ne resta que dix jours à Montauban, où les démagogues l'accueillirent avec froideur. Ce souvenir qu'il avait été fonctionnaire de l'Empire, il donna sa démission, se rendit à Tours ; il n'eut pas d'effort à faire pour gagner la confiance de Gambetta. Il semblait qu'un instinct mystérieux les rapprochât. Et en effet, la rapidité de décision des grands politiques ; Freycinet avait la clarté, la méthode, le soin du détail. Ils formaient à eux deux, en réunissant leurs aptitudes, un homme d'Etat accompli. Leur union jusqu'à la conclusion de la paix fut indissoluble. Puis des nuages la troublèrent. Gambetta était accessible aux obsessions de son entourage immédiat. M. de Freycinet y comptait des envieux. Ils ne purent l'empêcher d'être élu sénateur, en 1876, à une grosse majorité. Mais après la victoire ils détournèrent de lui son ancien chef. Gambetta ne l'appela pas à siéger dans le « grand ministère ». Et quand il tomba du pouvoir, ce fut M. de Freycinet qui recueillit son héritage. Peut-être Gambetta appréhendait-il de ne pas rencontrer assez de docilité chez le lieutenant qui l'avait si bien servi. Peut-être M. de Freycinet aspirait-il à voler de ses propres ailes. Ces froissements altèrent leur intimité, mais non la mutuelle estime qu'ils s'étaient vouée. M. de Freycinet, sans se dissimuler les faiblesses de Gambetta, rendait hommage à ses hauts mérites. Et lorsqu'on attaquait M. de Freycinet devant Gambetta, celui-ci avait coutume de dire :

— Freycinet est un homme de premier ordre... mais au second rang. Ils se jugeaient, l'un l'autre, avec clairvoyance.

Maintenant Gambetta est mort. M. de Freycinet conquiert une place prépondérante dans la République. Il arrive au pouvoir, il en redescend, il y remonte. Il tient dans ses mains les travaux publics, les finances, les affaires étrangères ; il est placé, lui civil, à la tête de la guerre ; et si subtile est son adresse qu'il dissipe les défiances, désarme les jalousies et devient le meilleur ami des généraux qu'il a supplantés. Pendant quinze ans, il évolue parmi les étoiles ; il mène les amours-propres, il flatte les ambitions. Nul ne sait, comme lui, répondre aux interpellateurs et les ramener, et paraître les satisfaire sans leur rien accorder de positif. Ce jeu est son triomphe, et il y goûte un plaisir de dilettante. Ses conceptions gouvernementales se ressentent de l'extrême souplesse de son humeur. Toujours il a caressé cette chimère d'opérer la concentration républicaine et d'enfermer dans un même cabinet des radicaux et des modérés. Son rêve éternel a été de marier le Grand Turc avec la République de Venise. Les échecs qu'il a essuyés ne l'ont pas guéri de son optimisme. Ce mathématicien persiste à croire que le plus court chemin d'un point à un autre.

En de certaines circonstances, ses dispositions conciliantes lui ont assuré de beaux succès et ont eu des effets avantageux. On ne sait pas, dans le public, que M. de Freycinet fut le promoteur des conventions qui lièrent, dans un intérêt commun, la Russie et la France, et devaient aboutir à Cronstadt et Pétershof. C'était en 1888. Nous nous trouvions, depuis un an, en délicatesse avec le Tsar qu'avait mécontenté le brusque rappel du général Appert, notre ambassadeur, à qui il témoignait de la bienveillance. L'occasion se présenta d'effacer cette fâcheuse impression. La Russie avait besoin d'un million de fusils pour compléter son armement. Elle demanda à la France de les lui fournir, mais elle exprimait le vœu que plusieurs officiers, délégués par elle, en surveillaient la fabrication. Ces prétentions, et quelques autres, soulevaient d'assez grosses difficultés. M. de Freycinet s'évertua à les apaiser. Il y déploya tant de bonne grâce, de zèle, de vigilance et un si évident désir de plaire à Sa Majesté qu'elle en fut touchée et lui en fit exprimer sa satisfaction. Les conditions arrêtées, le grand-duc Nicolas pria notre ministre de la guerre à déjeuner chez M. de Mohrenheim. A la fin du repas, M. de Freycinet leva son verre.

— En travaillant pour la Russie, dit-il, j'ai eu le sentiment de travailler pour la France.

Le grand-duc Nicolas ne résista pas à l'effusion mesurée de ce toast. Il se leva, jeta sa serviette, prit les mains de M. de Freycinet et l'embrassa gaillardement à la moscovite... Ce fut par un baiser que commença l'accord franco-russe...

On ne remplit pas les charges qu'a exercées M. de Freycinet sans traîner après soi d'innombrables ennemis. Ce ne fut pas sans reproche... D'abord, nous avons vu qu'il avait compromis notre influence en Egypte, de nous avoir ruinés par des travaux inutiles, d'avoir coopéré à la persécution religieuse et à l'expulsion des princes, enfin d'avoir favorisé les tripotages du Panama. Ces griefs ont été formulés tour à tour par les différents partis. De quelque côté qu'il se tournât, M. de Freycinet rencontrait des accusateurs. Il lui fut aisé de répondre que le Parlement, en 1882, lui avait refusé les crédits nécessaires pour occuper le canal de Suez ; que les « fameux grands travaux » dont il avait arreté le plan, de concert avec Léon Say, eussent porté d'excellents fruits si l'exécution n'en avait été compromise par la perpétuelle ingérence des députés, avides de plaire à leurs électeurs. Pour ce qui est du Panama, l'histoire est plus piquante et vaut la peine d'être rapportée.

M. de Freycinet, suivant en cela l'exemple de Thiers, de Guizot et de tous les hommes d'Etat laborieux, mène une existence invariablement réglée. Chaque matin à six heures son valet de chambre l'éveille et lui remet dans son lit des dossiers et des papiers préparés d'avance. A huit heures il ayele son chocolat. A huit heures et demie il monte dans son coupé, qui l'amène à neuf heures précises rue Saint-Dominique. A midi, il quitte le ministère pour déjeuner ; à deux heures, il y retourne. Il en repart à sept heures. A sept heures et demie il dîne en famille en son hôtel du Bois de Boulogne. A neuf heures il recommence à classer

ses notes. A dix heures il est couché. Ce régime ne comporte pas d'exceptions. Il n'y a pour M. de Freycinet ni dimanche ni fête carillonnée. Quand il se rend en sourdine au ministère, il y est entouré de ses lieutenants. Les jours fériés, il se passe d'eux — et c'est la seule différence. Or, un dimanche matin de l'année 1892, comme il venait d'arriver dans son bureau de la guerre, deux personnages, un sénateur et un député, lui demandèrent audience. Ils l'instruisirent de ce qui se tramait dans l'ombre autour de l'affaire de Panama, des prochains coups de théâtre qui allaient éclater, des revendications de M. de Reinach vis-à-vis de la Société. Ils l'exhortèrent, avec véhémence, à intervenir auprès de M. Ch. de Lesseps, son ami, pour qu'il évitât, par un règlement de compte, le krach redoutable dont l'épargne française recevait le contre-coup. Mais le péril était urgent. Il fallait agir sur l'heure. Si M. de Freycinet avait eu à ses côtés son chef de cabinet ou quelque autre auxiliaire expérimenté, il l'eût chargé d'une ambassade officieuse qui ne l'eût pas engagé directement. Il n'avait personne. Il fit téléphoner à M. de Lesseps de se rendre au ministère. On se rappelle les conséquences de cette visite et la signification que la malveillance lui attribua.

La probité personnelle de M. de Freycinet n'était pas en cause. On l'accusa de complaisances, de compromissions, — que sais-je ? Il quitta le pouvoir, se plongea dans la retraite. Tout en cultivant ses « chères études », je suppose qu'il n'a pas perdu de vue ses contemporains. L'acteur qui attend dans la coulisse, écoute d'une oreille attentive ce qui se dit sur la scène. Il ne veut pas manquer son entrée ou sa « rentrée » !

Le voilà de nouveau sur le pavé. Et dans quelles circonstances ! Si quelque chose a pu flatter l'orgueil de ce citoyen éminent, c'est qu'on l'ait cru capable de les débrouiller. Soyez sûr qu'il y consacra cette tâche tout ce qu'il y a en lui de pénétration, de tact, de douceur insinuante et d'entêtement. Je n'ai pas sollicité les confidences de M. de Freycinet, mais si j'avais eu l'honneur de les recevoir, je présume qu'il m'en eût tenu ce langage :

— Il y a en ce moment, entre une portion du Parlement et l'armée, un fatal malentendu. Des députés passionnés et honorables, des sénateurs vieillards dans la crainte superstitieuse du sabre et dans l'effroi des tyrans, attribuent à nos officiers des intentions et des motifs qui n'ont jamais eues. Ceux-ci ne protestent pas contre une telle supposition. Mais ils en souffrent. Leur loyauté éclate au grand jour, et il leur est douloureux qu'elle puisse être contestée. Je suis ému par le sang-froid qui leur oppose à tant de haines déchaînées et de calomnies. Mon rôle est d'effacer ces préventions, de calmer les soupçons des uns, les ressentiments des autres et de leur dire à tous : Aimez-vous, puisque vous êtes de braves gens et que vous servez une même mère : la Patrie !

Oui, je vois M. de Freycinet prononcer ces paroles de sagesse. Un léger accent gascon les colore ; un sourire discret en souligne la bonté. Et tandis que sa bouche parle, ses yeux pensent, — des yeux profonds, impénétrables, où s'abrite contre les curiosités vulgaires le secret de ce philosophe qui est un diplomate, de cet homme de science qui est un homme d'imagination, de cet académicien qui est un stratège.

Adolphe Brisson.

Échos

La Température

La dépression que nous signalions hier s'est avancée sur nos régions, et l'on signale des pluies dans l'ouest de l'Europe, des neiges sur la Baltique. La température s'est relevée, et le temps doux et pluvieux reste probable en France avec régime de vent du Sud.

Hier, à Paris, journée sombre et pluvieuse. Le thermomètre, à 9 heures du matin, s'est élevé à 10° dans l'après-midi. Le baromètre, en baisse, se tenait à 755 mm dans la soirée.

Monte-Carlo. — Thermomètre : 9° le matin à huit heures ; 12° à midi. Vent.

Les Courses

A 2 heures, Courses à Neuilly-Levallois. — Gagnants de Robert Milton :

Prix Michelet : Réjane.
 Prix Léda : Ritournelle.
 Prix des Peupliers : Reine Claude.
 Prix de Maisons-Laffitte : Redowa.
 Prix Mambrino : Rival.

UNE NOTE OFFICIEUSE

L'événement d'hier a été une note officielle qu'on trouvera plus loin, et de laquelle il résulte qu'un accord est intervenu entre le gouvernement et les membres du Parlement qui désiraient l'interroger sur les événements racontés par M. le commandant Esterhazy. Le ministre estime qu'il convient de faire un seul paquet des révélations du commandant et de celles que ménage l'enquête, remise à la Cour de cassation, afin, dit-il, de considérer les faits dans leur ensemble avant de prendre les mesures nécessaires.

Rien n'est plus légitime que ce délai, et rien n'est plus correct que ce plan. Il n'a qu'un défaut : c'est qu'il va permettre aux imaginations de travailler et aux antipathies de marquer d'avance les têtes sur lesquelles planent les mesures annoncées.

Le drame politico-judiciaire auquel nous assistons dure depuis quinze mois. Il a marché par saccades et par cahots, et chacune de ses péripéties a été pro-

duite par des interventions individuelles inattendues, qui semblent amenées par le hasard. L'action gouvernementale a toujours été subordonnée à ces initiatives privées, et les ministères, qui se sont succédé au nombre de trois depuis les débuts de l'affaire, ont toujours marché sous les verges.

Dans les armées de l'ancien régime, il y avait ce qu'on appelait le supplice des baguettes, qui consistait à faire passer le coupable au milieu de ses camarades rangés sur deux rangs, et qui le fustigeaient avec les baguettes de leurs fusils. C'est l'image de la vie qu'on a menée jusqu'ici MM. Méline, Brisson et Charles Dupuy, joués du hasard, esclaves des circonstances, serviteurs des révélations.

Ce que je ne puis comprendre, c'est qu'aucun de ces présidents du Conseil n'ait eu la ténacité et l'énergie de vouloir évaluer lui-même l'énigme, savoir la vérité, interroger les acteurs, compulser les dossiers, regarder les pièces à la loupe, se faire une opinion, la vérifier, la contrôler. Il me semble que tout cela est possible à qui détient le pouvoir, les archives, à qui signe les décrets, à qui peut récompenser et punir.

Je ne comprends pas non plus qu'une fois en possession de la vérité, l'homme d'Etat idéal et introuvable, parait-il, dont je parle ne se soit pas offert le plaisir de tout raconter bonnement à la tribune, et d'expliquer comment les choses se sont passées. Un seul ministre a voulu expliquer quelque chose, ce fut M. Cavaignac. Il a exhibé un faux.

Les autres se sont tous comportés comme s'il y avait des choses inavouables et par conséquent honteuses à cacher, et la théorie d'hommes d'Etat qui a traversé le pouvoir pendant ces quinze derniers mois fait positivement l'effet d'une bande d'ahuris.

Ce sont ces réticences et ces obscurités qui ont allumé les curiosités et créé le besoin irrésistible de franchise et de lumière.

N'empêche que la note officieuse dont je viens de parler est un symptôme de sagesse et de louable fermeté. — J. GONNELLY.

A Travers Paris

Le Conseil des ministres, qui s'est réuni hier à l'Élysée, s'est longuement occupé de la situation créée par les révélations de l'ex-commandant Esterhazy. Il a été avisé de la décision de M. Fourrière d'ajourner son interpellation jusqu'à nouvel ordre. Le gouvernement, d'ailleurs, aurait lui-même demandé cet ajournement si le député de l'Aisne ne l'avait pas décidé spontanément, car il estime qu'il importe que tous les faits soient connus, que l'enquête de la Cour de cassation pourra amener d'autres révélations et que, dès lors, il faudra considérer l'ensemble des faits pour aviser aux mesures à prendre.

L'arrêt en règlement de juges et les pièces de la procédure de l'affaire Picquart-Leblois n'ont pas encore été transmis par le Parquet général au président de la Chambre des mises en accusation.

Dans ces conditions, on ne croit pas que l'affaire vienne avant les premiers jours de la semaine prochaine.

Le règlement de l'incident de Mascate, qui s'est fait, comme on l'a vu, d'une manière absolument satisfaisante pour notre dignité et nos intérêts, n'est que le prélude du règlement d'une question plus grave, pendante entre la France et l'Angleterre ; nous voulons parler de la question africaine, en d'autres termes, de la question qui s'est posée comme conséquence de l'abandon de Fachoda.

Nous pouvons annoncer que les négociations pour le règlement de ce litige sont très avancées et que la solution pourra intervenir dans un délai très rapproché, d'ici à une quinzaine de jours probablement.

Un premier point est réglé : c'est celui qui concerne la délimitation des possessions respectives des deux pays dans la région intéressée. On a déterminé le sens général et les extrémités de la ligne de démarcation ; il ne reste plus qu'à fixer les détails de cette ligne, ce qui constitue une besogne technique d'ordre secondaire et ne pouvant donner lieu à aucune difficulté.

Le second point à régler est celui qui concerne l'action commerciale de la France dans les territoires ainsi délimités. En principe, et à l'origine même des négociations, l'Angleterre avait admis qu'il y avait lieu d'attribuer à notre pays un débouché commercial vers le Nil pour nos possessions du Congo, du Haut-Oubanghi et des territoires supplémentaires que le règlement en cours va nous attribuer.

C'est sur la mise en œuvre de ce principe que portent actuellement les négociations entre les deux gouvernements. Le débouché commercial prévu sera-t-il unique ? Y aura-t-il, au contraire, possibilité d'accès pour notre commerce sur tout le cours du fleuve ? Le fleuve sera-t-il internationalisé ?

Ce sont là des questions encore controversées. Mais, quelle que soit la solution finale, on peut être assuré qu'étant donné le point où en sont arrivées les négociations, elle sera satisfaisante. Cette solution sera consacrée par une convention que signeront les représentants des deux gouvernements.

C'est décidément le buste du duc d'Anmale, exécuté par Paul Dubois, répétition de celui qui se trouve dans la galerie de Chantilly, que l'on placera sous la coupole de l'Institut.

Il sera posé à l'endroit qu'occupe actuellement, en face du bureau, celui de la « Vertu », qui n'est autre qu'un por-

trait de la duchesse de Berry, d'une valeur d'ailleurs contestable.

Il va paraître demain, chez Flammarion, un roman qui, indépendamment de son mérite intrinsèque, ne peut manquer d'avoir un gros succès de curiosité. Le titre est déjà très suggestif : la signature l'est plus encore.

C'est l'idée suprême de Galérius Kopf, par M. Charles Bathaut. « Galérius Kopf », c'est-à-dire Cornélius Herz. Voilà, on peut le dire, des noms évocateurs.

Et, malgré cela, et malgré aussi la mode du moment, l'idée suprême de Galérius Kopf n'est pas un livre de révélations, ni de scandales. C'est un roman d'où se dégage une idée philosophique, à travers une double intrigue d'amour, au milieu d'incidents de la vie artistique, politique et sociale.

Un livre étrange, qui fait songer, qui fait réfléchir, et dont la couverture seule éveille tant de remue-tant de pensées...

L'An et l'Améthyste, le nouveau chef-d'œuvre d'Anatole France, est le livre dont le monde parle. C'est la Comédie humaine de notre temps, car on y retrouve les héros de l'Orme du Mail et du Mannequin d'Osier, avec leurs ridicules, leurs petites passions, leurs mesquineries. Au milieu se détache le personnage de M. Bergeret une des plus savoureuses créations d'Anatole France.

Une bonne nouvelle pour le public parisien qui s'est épris de la musique de l'abbé Perosi, ou qui, ne l'ayant pas entendue, désire la connaître.

Vendredi, à trois heures, un salut solennel sera célébré à Saint-Gervais avec le concours de l'abbé Perosi et des Chanteurs de Saint-Gervais, dirigés par M. Ch. Bordes.

On entendra un Sanctus de Palestrina, une partie de l'oratorio la Passion de l'abbé Perosi, et aussi deux morceaux de la Transfiguration, avec MM. Daux et Berton.

Les places sont de cinq francs dans la nef et de deux francs dans les bas côtés. C'est encore pour une bonne œuvre que l'abbé Perosi a donné sa musique. Il s'agit d'œuvres ouvrières des plus intéressantes dans le quartier de Plaisance, un des plus pauvres de Paris : patronages, école ménagère pour les jeunes filles qui ont terminé leurs études, cours professionnels pour les jeunes gens, réunions familiales du soir, assistance par le travail, dispensaire, etc. Mais il s'agit spécialement des patronages de Saint-Joseph, qui existent depuis dix ans, rue de Vanves.

La quête sera faite à Saint-Gervais par Mmes Elcheverry, Achille Pould, marquise de Mun, comtesse de Talhouët, Ternaux-Compans, comtesse de Vaugouin, comtesse A. de Vogüé.

Bonne musique et bonne œuvre, on aura les deux à la fois. Tant mieux si l'un des deux motifs suffit !

Les amateurs de patinage se promettent une soirée charmante autant qu'intéressante. Il y aura gala samedi prochain, au Palais de Glace, avec un programme des plus attrayants. Miss Howard, une sportswoman canadienne, et M. Otto Bohatsch, avec sa sœur, Mlle Mizzi Bohatsch — deux célèbres patineurs de Vienne — se livreront sur la piste du Palais de Glace, à toutes les virtuosités de leur art.

Doit-on dire un automobile ou une automobile ?

La question est assez sérieuse pour que le Conseil d'Etat, ayant à rédiger un règlement général sur la circulation des voitures sans chevaux, ait jugé à propos de la discuter.

C'est le masculin qui a prévalu.

La vraie élégance consiste, on le sait, à ne se fournir que dans les quelques maisons qui régissent leur spécialité dans le monde entier. C'est le rôle tenu brillamment à Paris, pour les faces-à-main, pince-nez et lunettes aux montures si fines et si gracieuses, par la Maison Fischer, avenue de l'Opéra, qui a réuni ces deux merveilles d'optique : les verres isométriques, dont l'éloge a été fait par les plus savants médecins d'Europe, et les jumelles Flammarion dont la réputation est universelle.

Dans tous les dîners mondains, sur toutes les tables bien servies, les petits pains dits de fantaisie ou au plat de devant chaque convive sont désormais remplacés par l'exquis « Petit Pain Richelieu 92 », de forme invariable. Des son apparition, la vogue de cette délicieuse création s'est répandue, à la satisfaction unanime des friands gourmets et des estomacs délicats, qui ne peuvent plus comprendre un dîner sans cette petite merveille de panification française.

Demain jeudi, au Casino de Paris, bal d'enfants de la mi-carême.

Horace, Leibniz, Erasme, Franklin, Milton, Darwin, avaient la goutte, Tibère, Louis XI étaient rhumatisants, Michel-Ange, Calton, Montaigne, Colbert, Louis, Buffon, Désaugiers avaient la gravelle ; si tous ces illustres arthritiques causent entre eux, aux champs Élysées, comme ils doivent regretter de n'avoir pas connu de leur vivant l'eau lithinée de Royat Saint-Mart, qui les eût délivrés de leurs maux !

Nouvelles à la Main

Au Palais-Bourbon, entre députés : — On a donné tous les noms à la dernière loi que nous avons votée : loi de

de dessaisissement, loi d'extension, loi d'apaisement, loi de circonstance, loi d'exception, etc. Son véritable nom n'est-il pas : la loi qu'est née de Beaurepaire !

Entendu à la sortie d'Orthello :
 ELLE. — Tu vois, mon ami, nous ne pouvions pas mieux passer notre temps.
 LUI. — Time is Money !

Le Masque de Fer.

LES OBSEQUES D'ALBERT BATAILLE

Elles ont été dignes de ce bon travailleur, de ce journaliste d'esprit haut et de grand cœur, dont la perte n'a pas été ressentie seulement par nous, mais par la presse tout entière, et nous pourrions ajouter : par tous ceux qui, hors de notre métier, ont le respect de la probité de l'écrivain, du talent employé à de loyales et nobles tâches.

Bien avant l'heure fixée pour la levée du corps, une énorme foule d'amis se presse au domicile mortuaire, devant le cercueil chargé de fleurs.

Toutes les associations dont Bataille fut ou le promoteur, ou le collaborateur si infatigable et si désintéressé — Société de gens de lettres, Journalistes parisiens, Journalistes républicains, Journalistes étrangers, Presse judiciaire — les typographes, clichés et imprimeurs du Figaro, et un grand nombre d'amis personnels avaient envoyé d'admirables couronnes. Parmi les assistants, au premier rang desquels se tient le personnel tout entier de la rédaction, de l'administration et de l'imprimerie du Figaro :

MM. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés ; le président Bérard, Glax, le président Baudouin, Léon Barthou, député ; Octave Berner, conseiller à la Cour de cassation ; J. Massenet, Jules Legrand, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur ; Edmond Seligmann, Paul Loubet, Masset, Paul Masset, G. Deligand, Yumata-Tiero, Adrien Hébert, directeur du Temps ; A. Gandrey, A. Léandry, Gustave Larroumet, Henri David, H. Vacon, Arthur Meyer, René Grouillet, Félix Decori, A. de Perrodi, Jules Prévet, Ernest Daudet, Langlé, P. Giffard, Ostris, de Blowitz, Roger Lambelin, René Millaud, Ed. Mangin, Legay, J. Javary, Henry Coutant, Paul Renouard, Jules Hansen, Georges Berthoulet, directeur de la Liberté ; Jean Cruppi, baron Jules Legoux, Joseph Remach, G. Clemenceau, Albert Clémenceau, Paul Grouillet, H. Labeyrie, gouverneur du Crédit foncier ; P. Raqueni, l'ancien général Jacomy, André Poujaud, Alphonse Humbert, Paul Gil, directeur de l'Agence du Nouvelliste de Lyon à Paris ; Ch. d'Arcis, Albert Le Coigne, A. La Jeune-Villar, J. Bernsamm, Paul Ferrier, Maurice Donay, E. Rodocanachi, A. Berendson, de la Nya Pressen ; Maurice Loir, Paul Bonhomme, L. H. Gilbert, René de Pont-St. Chéry, vicomte de Vogüé, Victor Tissot, Paul Strauss, sénateur ; Grosclaude, Ed. Claretie, Henry Bauer, Auguste Imbert, Paul Milliet, H. Delfini, chef du secrétariat particulier du sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur et des cultes ; E. Vaughan, directeur de l'Aurore ;

Rice, Blanchon, Sempelle, G. Courtois, Albert Richard, C. Comby, Ed. Horoch, Armand Mayer, Jacques Daurelle, Ferdinand Bloch, Olivier Pichat, Pierre Daudin, Georges Huillard, Jules Dreyfus, Léon Bailly, René Cretti, Georges Choiselet, A. de Clavé, H. Mairet, P. Carle, Gaston Leroux, Albert Ulrich, A. Chonet, Aug. George, Adolphe Adorer, Amédée Blondeau, baron G. d'Orgeval, A. Ratier, G. de Dubou ;

MM. Gaspard Meyer, Georges Boyer, Georges Niel, Victor André, Léon Vancin, Bataillon, Ernest Benjamin, J. A. Jacobson, Ch. Lefèvre, Henri Privat, Georges Fouchet, Léon Hody, Michel Pelletier, Maxime-Auguste Vito, Georges Rouyer, Canelle, Adolphe Adorer, Amédée Blondeau, baron G. d'Orgeval, A. Ratier, G. de Dubou ;

Rice, Blanchon, Sempelle, G. Courtois, Albert Richard, C. Comby, Ed. Horoch, Armand Mayer, Jacques Daurelle, Ferdinand Bloch, Olivier Pichat, Pierre Daudin, Georges Huillard, Jules Dreyfus, Léon Bailly, René Cretti, Georges Choiselet, A. de Clavé, H. Mairet, P. Carle, Gaston Leroux, Albert Ulrich, A. Chonet, Aug. George, Adolphe Adorer, Amédée Blondeau, baron G. d'Orgeval, A. Ratier, G. de Dubou ;

MM. Gaspard Meyer, Georges Boyer, Georges Niel, Victor André, Léon Vancin, Bataillon, Ernest Benjamin, J. A. Jacobson, Ch. Lefèvre, Henri Privat, Georges Fouchet, Léon Hody, Michel Pelletier, Maxime-Auguste Vito, Georges Rouyer, Canelle, Adolphe Adorer, Amédée Blondeau, baron G. d'Orgeval, A. Ratier, G. de Dubou ;

MM. Gaspard Meyer, Georges Boyer, Georges Niel, Victor André, Léon Vancin, Bataillon, Ernest Benjamin, J. A. Jacobson, Ch. Lefèvre, Henri Privat, Georges Fouchet, Léon Hody, Michel Pelletier, Maxime-Auguste Vito, Georges Rouyer, Canelle, Adolphe Adorer, Amédée Blondeau, baron G. d'Orgeval, A. Ratier, G. de Dubou ;

Saint-Ange-Erhard, Adrien Houillon, Edgar Hémond, du Temps ; G. de Pont-St. Chéry, vicomte de Vogüé, Victor Tissot, Paul Strauss, sénateur ; Grosclaude, Ed. Claretie, Henry Bauer, Auguste Imbert, Paul Milliet, H. Delfini, chef du secrétariat particulier du sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur et des cultes ; E. Vaughan, directeur de l'Aurore ;

qu'on envoie dans les colonies un certain nombre de familles pauvres.

Pourquoi pauvres ? Parce que celles qui ont la moindre aisance ou seulement le plus chétif capital refusent énergiquement d'y aller.

A la rigueur on peut obtenir de quelques misérables sans sou ni maille cette expatriation à laquelle nos Français sont si peu enclins ; mais alors il faut les laisser un peu avant leur départ. Une concession de terre et le voyage gratuit ne leur suffisent pas. M. Georges Berry demande pour eux un léger viatique : des instruments de travail, quelques bestiaux, les vivres assurés, et une petite somme. Moyennant quoi on en aura, suivant lui, un lot présentable.

Il s'indigne de voir nos colonies exclusivement peuplées de fonctionnaires. Il prétend même qu'il y a en Cochinchine 16,000 fonctionnaires pour 18,000 colons. Et, comme on lui cite qu'il se trompe d'un zéro, il maintient éperdument son chiffre.

Le rapporteur, M. Gaston Doumergue, a un grand mérite : il connaît bien les colonies, sans être précisément un colonial. Il a voyagé, il a même séjourné en Cochinchine, en Algérie et ailleurs, mais sans y prendre pied, ce qui le met en garde contre les préjugés et les utopies des colons purs sang. Pour bien voir clair dans ces questions, pour y posséder cette juste et nécessaire compétence au delà de laquelle on rencontre les entêtements et les partis pris, il faut n'être que ce qu'il est : un amateur éclairé. En musique et dans tous les arts, c'est la même chose.

M. Doumergue a répondu à M. Georges Berry, et à tous les gens trop pressés, qu'avant d'expédier des colons dans une colonie, il faut d'abord leur fournir les moyens de l'exploiter. Faites des routes, faites des chemins de fer, n'entravez le commerce et l'industrie par aucune barrière de douanes ; en un mot, donnez à notre immense domaine colonial l'outillage économique indispensable ; autrement, vos colons y mourront de faim.

M. Gaston Doumergue, rapporteur. — Je demande à la Chambre de repousser l'amendement de M. Berry, et cela pour deux raisons. La première, parce que la Commission du budget, au lieu de proposer une augmentation des crédits destinés à permettre aux émigrants de se rendre dans les colonies, l'a diminuée de 5,000 francs. Elle l'a fait après avoir examiné l'emploi donné, pendant les années précédentes, au crédit de 75,000 francs voté pour cet objet.

Nous avons eu sous les yeux l'état détaillé des passages gratuits accordés à des émigrants en 1897 et 1898, et nous avons constaté qu'on avait envoyé ainsi dans les colonies des employés de commerce, des rentiers, des propriétaires, des étudiants, des coiffeurs, et même quelques dames sans profession (On rit), et que c'est à peine si on trouverait sur ces listes quelques cultivateurs allant réellement faire la bas-culture de colonisation.

En présence de cet état de choses, la Commission a cru bon, cette année, de supprimer 5,000 francs sur ce crédit, qu'elle a augmenté l'an prochain si des justifications plus sérieuses du crédit nous sont données.

On n'est pas plus accommodant. Cependant les colons ont protesté, et M. Doumergue a rencontré en face de lui le terrible M. de Mahy qui n'entend pas raison sur ce chapitre et qui semble convaincu que l'incurie de notre gouvernement livre nos colonies aux Anglais ! Le brave et excellent homme ! Tout débordant de vrai et sincère patriotisme ! Et si respectable ! Et si respecté ! Mais l'habit rouge d'un Anglais produit sur lui le même effet que, sur M. Dejeante, la soutane noire d'un curé.

M. de Mahy. — Si vous ne faites pas de colonisation familiale pour vous à Madagascar, vous en faites pour le étranger. Les millions dépensés pour la conquête et pris dans la poche des contribuables français, le sang précieux de nos paysans, versé sur la route de Majunga, ce n'est pas pour nous que tous ces sacrifices ont été faits, c'est pour les Anglais ! (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. le rapporteur. — J'ai prononcé un discours où je crois avoir été mon prophète. Si on avait tenu compte de mes observations, les faits que vous regrettez ne se seraient pas produits. (Très bien ! très bien !)

M. de Mahy. — Le débat dépasse votre responsabilité et la mienne. Il s'agit de savoir ce que nous faisons là-bas.

Eh bien ! à l'heure actuelle, nous empêchons positivement les Français d'aller à Madagascar ; mais, en revanche, il y arrive par tous les paquebots, par tous les boutres, des Anglais venant d'Europe, de l'Inde, du Cap et du pays où s'est produite l'incursion de Jameson.

Les Indiens y font de la tâche vite. Les autres se sont installés partout : ils occupent des espaces considérables ; ils ont fondé des villages sur lesquels flotte le pavillon anglais.

Bien mieux ! Le général Gallieni avait voulu attirer à la marine française le cabotage dans les eaux de Madagascar. C'était un moyen de relèvement pour notre marine si éprouvée. Il voulait nous le réserver : vous l'avez donné aux Anglais. (Mouvement.)

La loi de douane que vous avez faite pour protéger notre industrie est complètement neutralisée, parce que, grâce à leur cabotage le long de la côte, les Anglais ont organisé partout la contrebande.

Il y a aussi la contrebande de guerre. Les dernières incursions ont été alimentées, en armes et en munitions, par la contrebande anglaise.

La Chambre a donné raison, pour cette année, à M. Gaston Doumergue, soutenu par le ministre, M. Guillaumin, contre MM. de Mahy et Berry.

M. Guillaumin est un ingénieur, il a calmé les mécontents en promettant beaucoup de routes et de chemins de fer, l'outillage ! Il a expliqué à la Chambre, dans un langage très clair, mais à voix un peu basse, un grand plan de travaux publics pour Madagascar.

La fin de cette discussion — un peu longue — sur le budget des colonies a été marquée par un petit détail. Le comte d'Aulan, député de la Drôme, a jeté feu et flamme contre M. Lagarde, ministre de France à la Cour d'Ethiopie, et gouverneur de Djibouti, par surcroît.

Il l'accuse de ne pas résider, de gaspiller les millions, de tolérer la traite et même la castration des nègres, de se faire bâtir des villas qui s'écroulent, qu'enfonce ? Tous les méfaits, tous les crimes ! Or, M. Lagarde passe pour un de nos meilleurs fonctionnaires. M. Chauvigné, M. Guillaumin l'ont tour à tour démentis et vanté. Que diable peut-il avoir fait à M. le comte d'Aulan ? J'ai bien peur que l'honorable député de la Drôme, n'ayant aucune prétention à la diplomatie, ne se rende pas assez compte du genre de services que M. Lagarde nous rend dans les régions éthiopiennes.

Rien ne sert d'aller vite, il faut partir à temps. Après le budget des colonies, la

Chambre, prise d'un beau zèle, a voulu amorcer celui de la guerre. C'est M. Vaillant, député socialiste de Paris, qui a inauguré ce nouveau débat. M. Vaillant n'ont pas une : je veux dire que toutes les grandes questions l'attirent et qu'il les traite avec originalité. Ainsi, il a demandé aujourd'hui le remplacement de l'armée permanente par une simple milice. On lui a objecté : « C'est la garde nationale ! » Il s'est récrié : « Non ! car la garde nationale ne supprime pas l'armée, tandis que ma milice, telle que je l'entends, s'y substitue et la remplace ! »

Même la milice suisse, trop encasernée, n'est pas encore son idéal. Quelques collègues curieux lui ont demandé ce qui caractériserait son « armée de l'avenir » ; il leur a répondu, avec autant de gravité que de franchise : « L'absence d'esprit militaire ! »

Le comte de Montaigu, député de Saint-Nazaire, a combattu les idées de M. Vaillant. Sans croire, comme le maréchal de Moltke et Proudhon, que la guerre soit divine, il pense qu'elle est fatale et que les peuples continueront à se ruer les uns sur les autres pendant un certain nombre de siècles. D'où il conclut que l'heure des milices citoyennes n'a pas encore sonné.

Pas-Perdus.

LE SÉNAT

M. Fallières inaugure sa présidence et, selon l'usage, prononce un discours où l'éloge de M. Loubet occupe la place d'honneur.

Son savoir étendu, une longue pratique des affaires, un tact éprouvé, un dévouement sans partage à des fonctions auxquelles il donnait plus de prestige qu'il n'en recevait d'elles lui avaient acquis une autorité dont se ressentent les débats, et qui montre à celui qui lui succède quels efforts il lui faudra faire pour essayer de répondre aux exigences de ces nouveaux devoirs.

Dans son manifeste aux représentants de la nation, M. le Président de la République a fait appel au concours du Sénat et de la Chambre des députés pour l'œuvre d'apaisement que la raison impose à tous ceux qui ont à cœur l'amour de la patrie.

Le Sénat se fera un honneur de répondre à ce confident appel ; et j'ose dire qu'à la place que la Constitution lui a faite dans le concert des grands pouvoirs de l'Etat, que, dans les limites qu'elle lui a assignées, il se montrera, comme toujours, égal à sa haute mission.

Des symptômes rassurants doivent, du reste, nous faire espérer que nous verrons disparaître ce malaise passager, qui n'aura été qu'un avertissement, et qu'on a eu la sagesse de ne pas laisser devenir un danger.

Le calme dans lequel s'est accompli la transmission des pouvoirs, l'heureuse inspiration qui a régné, dans une action commune, pendant d'un moment, la République, l'ensemble des forces républicaines, ne sont pas pour diminuer la confiance que le pays n'a cessé d'avoir dans la force de résistance de nos institutions.

Les vents contraires, qui n'ont que trop agité la surface, n'ont pas pénétré assez à fond pour faire perdre à notre démocratie, qui régit par les lois et par la justice, les claires notions de ses devoirs et de ses intérêts. Ardeur au bien, éprise de justice et de liberté, dévouée à ceux qui la servent et ne la flétrissent pas, elle a laissé tomber à ses pieds les excitations factieuses et repoussé les défiances sans fondement.

Elle n'a pas retiré sa confiance à cette partie vivante d'elle-même, l'armée, que personne ni rien ne détournera de son devoir, et dont l'épée fidèle restera la sauvegarde du territoire et de la loi.

Elle attendra patiemment que la justice ait accompli son œuvre. Elle acceptera de ses ardeurs seules la vérité que tant de passions obscurcissent et qui sera pour tant de consciences la délivrance de si cruelles obsessions.

Représentants de cette démocratie, ayons foi dans son avenir et travaillons pour elle. La France et la République nous en seront reconnaissantes. (Vifs applaudissements.)

M. Joseph Fabre accepte que son interpellation sur les embauchages d'officiers effectués par la Ligue de la Patrie Française soit ajournée.

Enfin, le Sénat discute, en seconde lecture cette fois, le projet relatif au casier judiciaire et en vote les 14 articles, après avoir fait subir à M. Lebreton deux échecs significatifs.

P. B.

Autour des Chambres

Dans les couloirs. — Le budget

Nous n'avons pas eu l'interpellation Fournière, mais on continue à parler dans les couloirs des révélations du commandant Esterhazy, et de l'affaire, et des innombrables annexes de l'affaire.

Au Palais-Bourbon, les amis de M. Fournière et beaucoup d'autres députés qui ne se classent point parmi ses amis politiques le félicitent de s'être résigné à attendre. Les uns et les autres entendent leurs félicitations de renseignements, plus ou moins sensationnels, qu'ils laissent tomber, avec un air de mystère, dans des oreilles sûres, et que ces confidents plutôt indiscrets copient un peu partout sans s'astreindre à de semblables précautions. Lorsqu'on se sépare, le dossier Esterhazy est terriblement corsé.

Au Luxembourg, les entretiens sont également animés ; toutefois, on peut constater une fois de plus que l'animation sénatoriale reste à un bon degré de ténacité froide ; au Palais-Bourbon, ce serait le calme plat. Toujours prudents, les sénateurs lâchent moins la bride à leur fantaisie et n'accordent qu'une confiance restreinte aux nouvelles trop bien informées.

Malgré la séduction qu'exerce l'affaire, un certain nombre de députés se préoccupent d'accélérer un peu le débat budgétaire qui languit, se traîne, s'éternise. Leur zèle n'est pas absolument désintéressé ; ils craignent qu'on n'écourte les vacances de Pâques et rien ne leur paraît plus désolant. C'est pourquoi ils engagent les auteurs d'amendements à les mettre en réserve pour l'année prochaine et les bavards à se modérer. Ceux-ci et ceux-là résistent ; cependant, ils ne se montrent pas tout à fait insensibles à cette sorte de mise en retenue dont leurs collègues les menacent et ils ne se refusent pas, en principe, à une transaction. Mais avant de se résigner, ils se renseignent auprès des ministres, et ceux-ci leur répondent, d'un air détaché : « Qu'importe ! nous demanderons deux ou trois nouveaux douzièmes provisoires et rien ne nous empêchera de prendre un repos si bien mérité. »

Cette assurance leur rend tout leur courage ; ils ne sacrifient ni un amen-

dement ni un discours, et nous aurons le budget définitif lorsque tous les crédits en seront dépensés.

Paul Bosq.

NOTES D'UN PARISIEN

Ce pauvre Bianchini, tout de même ! Quelle chance il a eu de s'en tirer ! Je laisse de côté la question d'empoisonnement, sur laquelle je n'ai nulle envie de me prononcer. C'est affaire aux jurés de se reconnaître au milieu de cette aventure éminemment parisienne. Ce qu'il y a eu de plus effrayant, en tout cela, c'est le nombre de médecins qui ont soigné Bianchini. Il en a eu au moins cinq, et il est encore vivant. Cet homme, évidemment, est né sous une heureuse étoile.

Il est vrai qu'ils lui imposaient chacun un traitement différent. Et peut-être ces remèdes se neutralisaient-ils. L'un avait diagnostiqué une congestion cérébrale, un autre une influence d'une certaine forme, un troisième je ne sais plus quelle maladie. On avait même voulu un moment lui ouvrir le crâne. Il est vrai que l'opération n'a plus grande importance aujourd'hui. On vous ouvre le crâne : on regarde ce qu'il y a dedans, et s'il n'y a rien, on le referme. C'est si peu de chose qu'il n'y a même pas à s'excuser du dérangement.

Finalement, on s'est aperçu que Bianchini était empoisonné. Avant qu'on en fit officiellement la constatation, il aurait eu le temps de mourir dix fois. On comprend qu'après avoir couru tous ces risques, il s'estime heureux d'être quitte à si bon marché. Son attitude à la Cour d'assises a été celle d'un homme qui voudrait bien qu'on lui parlât d'autre chose. Quant à un ressentiment quelconque, contre qui en aurait-il ? Il est maintenant à l'épreuve du feu. Il a brillamment échappé au poison d'abord, et ensuite aux cinq médecins. C'est un homme qui me paraît taillé pour vivre cent ans !...

E.

LES MERVEILLES DE 1900

LE PALAIS DE LA MER

La Société d'étude de cette magnifique entreprise met au concours son affiche de publicité murale. Trois primes de 200 fr., 150 et 50 fr. seront données aux trois meilleures maquettes.

La Société se réserve en outre de faire exécuter le ou les projets primés. Le concours sera clos le 31 mars.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. Françon, 2, rue de Châteaudun.

Nouvelles Diverses

AU PARQUET

M. le juge d'instruction Pasquas a recueilli hier la déposition des deux cavaliers du 13^e régiment de chasseurs qui escortaient le général Bogdanoff, quand se produisit l'incident Déroulede. Il les a longuement interrogés. Mais ces deux militaires n'ont pu faire que des déclarations très vagues.

M. le juge Fabre a compulsé ses nombreux dossiers. Il entendra aujourd'hui M. Jules Guérin et des notabilités des partis orléaniste ou bonapartiste chez lesquels des perquisitions ont été pratiquées.

M. Lemerrier a fait venir hier, dans l'après-midi, à son cabinet, les membres de la famille Carmillet, inculpés d'avoir assassiné leur hôte San-Pedro Villacampa.

Leur attitude ne se dément pas. Ils persistent à nier énergiquement.

M. Dupuis, commissaire de police du quartier des Grandes-Carrières, a été appelé à l'avant-hier à procéder aux constatations d'un double suicide.

Voici les faits : Les locataires de la maison située, 7, villa Saint-Michel, étaient réveillés, vers sept heures du matin, par des cris et des gémissements partant d'un logement occupé par M. Page et sa femme, née Jeanne-Louise Tournet, âgée de trente-sept ans.

Le concubine enfonça la porte et recula terrifiée. Sur le tapis usé qui recouvrait la chambre à coucher, gisait, inanimé, Mme Page, la tête appuyée contre la base d'un poêle mobile, dont les tuyaux avaient été enlevés, et dont le contenu du fourneau était éteint.

Sur le lit, M. Page râlait. Les fenêtres furent immédiatement ouvertes et on prodigua des secours au désespéré, qui put raconter brièvement qu'après avoir été malade et la misère il avait résolu de se suicider avec sa femme. C'est en la voyant mourir qu'il avait poussé les cris qui attirèrent l'attention.

M. Page, dont l'état est très grave, a été transporté à l'hôpital Bichat.

En sortant avant-hier soir, à six heures, de l'appartement qu'elle occupe, rue de Belleville, 30, au rez-de-chaussée, Mme veuve Bazire entra chez le concubine, M. Henri Chevreau, pour le prie d'allumer du feu chez elle.

Je ne rentrerai que dans deux ou trois heures, ajouta-t-elle, et je serai bien aise de trouver du feu. Ne l'allumez que dans une heure.

A sept heures, il songea à s'acquitter de sa mission. Mais il n'avait pas pu pénétrer chez sa locataire qu'il recevait sur la tête un formidable coup de bâton qui l'attendait, sans connaissance et à demi assommé, sur le parquet.

C'est toujours évanoui que le trouva, en rentrant, à huit heures, Mme Bazire. Elle appela à l'aide. Des soins furent donnés au concubine qui reprit ses sens, mais dont l'état paraissait grave au médecin, appelé auprès d'elle, pour nécessiter son transport à l'hôpital Tenon.

Le brave homme s'était heurté à des cambrioleurs qui avaient pénétré chez Mme Bazire. L'un d'eux, le voyant entrer, s'était caché derrière la porte et l'avait frappé du gourdin dont il était armé.

M. Chevreau n'a pu donner qu'un signalément très vague du malfaiteur. Des bijoux et de l'argent ont été enlevés à Mme veuve Bazire.

LES CAFÉS CARVALHO

Un gourmet bien connu, qui a pris au boulevard la succession de Monselet, disait hier : « Je ne pourrais, j'ai bu du vrai café ! »

Ce raffiné faisait allusion aux Cafés Carvalho, si purs, si parfumés, si exquis, que l'on trouve en boîtes cachetées dans toutes les bonnes maisons et, rue Turbigo, 45, rue de Châteaudun, 54, rue du Bac, 26, rue Cadet, etc. Exiger le nom et la marque.

PARIS LA NUIT

Le gardien de la paix Pierre Liantoy se rendait, avant-hier vers minuit, prendre son service au poste de la rue Vanquelin, lorsque, dans la rue Scipion, il fut assailli, sans motif, par plusieurs rôdeurs. L'un d'eux lui a même tiré plusieurs coups de revolver et l'a très grièvement blessé.

Liantoy étant tombé, ses agresseurs crurent

l'avoir tué et ils prirent la fuite. Relevé quelques instants plus tard par deux de ses collègues, le malheureux agent a été conduit à l'hôpital de la Pitié, où on a constaté que ses blessures présentaient une certaine gravité.

Deux heures auparavant, rue Vergingetrix, un ouvrier chaudronnier, Victor Champmartin, âgé de trente ans, recevait en plein visage un coup de revolver qui lui avait tiré, à la suite d'une querelle, un serrurier du nom de Joseph Mousseau.

Cet individu qui, son crime commis, s'était enfui, a été retrouvé hier matin et arrêté.

L'anémie, les bronchites aiguës, la coqueluche, les maladies de poitrine, qui font tant de ravages dans les grandes villes, sont améliorées, guéries par l'Emulsion Danosie, la seule strictement dosée. — Dépôt : Grande Pharmacie-Droguerie Universelle, 432, rue Montmartre, coin Réaumur. Prix : 4 fr. 50 le litre. Départements : 5 francs franco. Catalogue envoyé franco. Téléphone 413-83. Livraisons dans Paris par voitures automobiles.

L'AVARE ET SON TRÉSOR

Une femme de soixante-dix ans, Mme Esther Bridoux, habitait, rue Serpente, dans les combles, une chambre dont le loyer annuel était des plus modiques. Elle passait dans la maison pour être très malheureuse, et, bien qu'elle se montrât très fière vis-à-vis de ses voisins qui, en présence de son dénuement, s'étaient émus, à maintes reprises, de lui venir en aide, elle ne réussissait pas sur les dures privations qu'elle était contrainte de s'imposer.

Dans la nuit d'avant-hier, on l'entendit se plaindre. On frappa à sa porte, voulant lui porter secours.

Je n'ai besoin de rien, répondit-elle sèchement, laissez-moi tranquille.

On se le tint pour dit, et on ne s'inquiéta plus d'elle.

Néanmoins, sa concierge ne l'ayant pas vue, hier matin, sortit à son heure habituelle, et prévenue de ce qui s'était passé dans la nuit, vint frapper à sa porte. Pas de réponse. Le commissaire de police, M. Vollet, fut alors avisé. La pauvre vieille, certainement, était morte. Peut-être s'était-elle suicidée. Un agent fut renvoyé et on trouva la septuagénnaire étendue, inanimée, sur un grabat à l'aspect repoussant, composé d'un vieux sac de toile boursée de varech.

Le médecin dont s'était fait accompagner le commissaire déclara que Mme Bridoux était morte de privations, et grande fut la stupéfaction des assistants réunis, on découvrit une sorte de reliquaire que la vieille femme portait suspendu à son cou, on en ressortit, en même temps que des bons de fourneau, des billets de banque et des titres représentant une valeur de 80,000 francs. L'avare était morte de faim à côté de son trésor.

Les scellés ont été immédiatement apposés, et des recherches vont être faites pour découvrir les héritiers de cette riche pauvresse, ce qui ne sera pas des plus faciles, aucun papier d'état civil n'ayant été trouvé chez Mme Bridoux.

Jean de Paris.

Mémoire. — Le cadavre d'une petite fille âgée d'un mois environ, et paraissant avoir séjourné dans l'eau quelques heures seulement, a été découvert, hier matin, du canal Saint-Martin, à hauteur du quai Valmy. Le corps a été transporté à la Morgue.

J. de P.

ÉPIDÉMIES & EAU CONTAMINÉE

L'eau contaminée sert de véhicule à l'épidémie qui couvre sous les travaux de terrassement. Seule, la Société de désinfection, 14, rue des Pyramides, combat le mal sans rien déformer. Par les vapeurs sèches de formo-chlorol (procédé Trillat), elle désinfecte les habitations, les effets, la literie, etc. ; elle rend les matelas refaits et le linge blanc. Son usine modèle de Courbevoie lui permet de désinfecter même les meubles les plus précieux.

Gazette des Tribunaux

COUR D'ASSISES DE LA SEINE : L'Affaire Bianchini.

Bonne journée pour Mme Bianchini... Malgré le témoignage de son mari, l'accusée pouvait craindre, à l'issue de la première audience, que les jurés ne restassent sous les impressions des charges relevées contre elle dans la dernière partie de l'interrogatoire. Par quels motifs justifier ses achats réitérés d'atropine — et sur de fausses ordonnances — au moment même où M. Bianchini souffrait d'un mal inexplicable ?

La question qui se pose, au début de la seconde audience, est autrement grave. Qui ou non, M. Bianchini a-t-il été victime d'un empoisonnement par l'atropine ? Aux médecins qui ont assisté le dessinateur-costumier et à ceux qui ont fait les expertises de répondre. Or, nous serons, pendant près d'une heure, en présence de contradictions.

M. le docteur Chevassus est entendu. C'est lui qui, mandé par le docteur Courteix, prodigua ses soins au malade, dans la soirée du 10 mai. Il ne put se prononcer d'une façon précise sur le « cas » de M. Bianchini.

La figure était violacée, dit-il, et le corps presque inerte. Je fus aussi frappé par l'état de pupille. Mon confrère et moi, nous ordonnâmes des sinapismes.

Le lendemain, une dépêche de Mme Bianchini rappela de nouveau le docteur Chevassus. « Le malade était noir, dit le docteur, et semblait plus mort que tous les morts que j'ai jamais vus. » (Sensation.)

Le témoin donne ensuite le récit de l'entretien qu'il eut avec Mme Bianchini, au cours duquel l'accusée lui demanda une ordonnance pour se procurer de l'atropine.

C'est à partir de ce moment qu'il conçoit des soupçons dont il fit part au docteur Gilles de La Tourette et au docteur Charcot, qui prévint M. Carré, directeur de l'Opéra-Comique. Il fut alors décidé qu'on transporterait M. Bianchini à Saint-Germain.

Un juré pose une question :

D. — Est-ce le docteur Chevassus qui eut, le premier, l'idée d'opérer des injections de caféine ?

R. — Oui, c'est moi-même.

Me Henri Robert. — Mme Bianchini n'a-t-elle pas insisté pour qu'une seconde injection fût faite ?

R. — Oui, je m'en souviens.

Rien de saillant à signaler dans la déposition du docteur Courteix qui vit le malade au début, ni dans celle du docteur Naret, de service à l'Opéra-Comique, qui, chargé dans la suite d'analyser les urines de M. Bianchini, ne trouva aucun indice anormal.

Voici le docteur Jean Charcot :

— Je me rendis chez Mme Bianchini avec mon maître, le docteur Gilles de La Tourette.

Il nous fut impossible d'établir un diagnostic. Cependant, l'idée « d'intoxication » nous vint à l'esprit, dès le premier jour.

Le lendemain de cette consultation, j'étais chez moi quand je reçus, dans la soirée, la visite du docteur Chevassus : « J'ai la quasi-certitude, me déclara-t-il, tout ému, que M. Bianchini est une victime d'un empoisonnement par l'atropine. Et l'auteur de cet empoisonnement, c'est sa femme. »

C'est le docteur Charcot qui, on s'en souvient, interrogea Mme Bianchini et lui demanda de lui remettre une des fioles d'atropine obtenues grâce aux fausses ordonnances.

Me Henri Robert. — Ma cliente fit-elle des difficultés pour vous remettre ce flacon ?

Le témoin. — Aucune.

Ici, nous abordons une phase intéressante de ces longs débats — la plus intéressante à coup sûr de l'audience.

Me Henri Robert. — D'après les symptômes constatés par vous, est-il possible, docteur, d'affirmer que M. Bianchini a été empoisonné ?

Le docteur Charcot, sans hésitation :

— Non ! L'empoisonnement par l'atropine ne peut pas être scientifiquement prouvé.

Après une déposition sans importance de M. Vizeniti, directeur de la scène de l'Opéra-Comique, le docteur Gilles de La Tourette est appelé à la barre.

Le défenseur interroge encore :

Me Henri Robert. — Croyez-vous, en votre âme et conscience, que M. Bianchini ait été victime d'un empoisonnement par l'atropine ?

Le témoin. — Après l'examen le plus minutieux, il n'est pas possible de conclure que M. Bianchini a été empoisonné par l'atropine.

Inutile de dire que ces deux déclarations provoquent dans la public une sensation des plus vives. Elle va s'accroître encore à l'arrivée de M. Brouardel, doyen de la Faculté de médecine, qui fut chargé, avec les docteurs Ogier et Vibert, d'examiner les dossiers fournis par les médecins.

Seule, Mme Bianchini reste impassible !

Le docteur Brouardel. — Les symptômes constatés par les docteurs qui ont donné leurs soins à M. Bianchini se rapportent tous à ceux qui caractérisent l'empoisonnement par l'atropine. Du 5 au 17 mai, le mari de l'accusée a présenté les signes de cet empoisonnement.

Le président. — Cet empoisonnement aurait-il pu se produire après une seule absorption d'atropine ?

Le docteur Brouardel. — Cette hypothèse ne peut se soutenir. Les rechutes brusques que la démonstration évidente que plusieurs doses ont été successivement administrées.

Nous sommes loin des déclarations formulées par MM. Charcot et Gilles de La Tourette. Ils sont, tous deux, mis en présence de M. Brouardel.

Le président. — Maintenez-vous, messieurs, que vous ne pouvez affirmer qu'il y a eu empoisonnement par l'atropine ?

Confrontés, si j'ose m'exprimer ainsi, avec leur vieux maître, les deux médecins demandent au président de leur éviter d'émettre à nouveau leur opinion. Le président, le défenseur et M. Brouardel insistent :

M. Jean Charcot. — Mon confrère Gilles de La Tourette et moi, nous nous inclinons devant l'avis formulé par notre vénéré doyen. Il nous permettrait cependant de lui faire remarquer qu'il existe une différence notable entre des « consultations » et un « rapport technique ». Eh bien ! nous qui avons consulté M. Bianchini, nous ne pouvons, en conscience, affirmer qu'il ait été empoisonné.

Me Henri Robert avait prévu avant la lecture ces contradictions. Aussi avait-il pris soin de solliciter le témoignage d'un professeur de l'Ecole de Caen, le docteur Catois, ami de Mme Bianchini.

M. le professeur Catois. — J'ai étudié, à mon tour, les dépositions des docteurs Gilles de La Tourette et Jean Charcot. J'ai eu connaissance du rapport présenté par le docteur Brouardel, dont je respecte la science et l'autorité. Je me bornerai à faire une simple remarque. Il y a eu des diagnostics différents, au début. Ensuite, on s'est mis d'accord sur certains symptômes pouvant se rapporter à l'empoisonnement par l'atropine. Ces symptômes ont-ils été étudiés avec toute l'attention nécessaire ? Non. Le rapport des experts peut-il être solide, ayant une base aussi fragile ? Un doute plane.

Me Henri Robert. — Pensez-vous que M. Bianchini ait été empoisonné ?

M. Catois. — Non, mille fois non !

